



EN SYNTHÈSE

ACTIVITÉ DE L'ARTISANAT DU BÂTIMENT : POUR LE 3^E TRIMESTRE CONSÉCUTIF, L'ACTIVITÉ PROGRESSE

La croissance s'accélère au troisième trimestre en affichant une hausse de 2% en volume. Cette augmentation s'explique d'abord par une forte progression de la construction neuve avec 3 % de croissance et par une progression plus mesurée en entretien-rénovation avec + 1%.

Mémo du trimestre

Activité globale **↗+2%**

Neuf **↗+3%**

Entretien-Rénovation
↗+1%

Prévisions 2016

Activité globale
[+ 1% ; + 1,5%]

Neuf **[+1,5% ; +2%]**

Entretien-Rénovation
[+ 0,5% ; + 1%]

L'amélioration de la construction neuve s'accélère depuis le début de l'année, + 1,5 % au premier trimestre, + 2 % au deuxième et + 3 % au troisième. Il faut toutefois rappeler que ces progressions sont constatées suite à des niveaux historiquement bas (- 6, - 4 et - 5 % au cours des trois premiers trimestres 2015). Pour autant, les perspectives sont aujourd'hui encourageantes, avec un volume des mises en chantier qui augmente de 7,7 % à la fin août 2016 sur un an, et représente 363 500 logements neufs commencés. Quant aux logements autorisés, à fin août 2016, sur douze mois cumulés, ils affichent une hausse de 11,4 %. On peut également rappeler que les ventes de logements neufs ont augmenté de 18,7 % au deuxième trimestre 2016, par rapport au deuxième trimestre 2015, portées par l'investissement locatif et l'accession à la propriété. L'activité des entreprises artisanales suit les mêmes tendances que le secteur du bâtiment dans son ensemble en volume (+2%). De la même manière, en tendance annuelle, l'activité croît positivement à + 0,5 % en valeur.

De son côté, l'activité entretien-rénovation progresse de 1 % (contre 0,5 % au trimestre précédent) portée par les travaux de performance énergétique, qui, quant à eux affichent une croissance de 1,5 % soutenue par les aides en faveur des économies d'énergie.

Cette hausse d'activité de l'artisanat du bâtiment profite à l'ensemble des régions et à tous les corps de métiers particulièrement aux travaux de couverture-plomberie-chauffage qui enregistrent la plus forte progression ce trimestre, soit + 2,5%.

Dans ce contexte, les besoins de trésorerie s'améliorent légèrement puisque 39 % des entreprises déclarent un besoin de trésorerie (contre 45 % un an auparavant) qui est en moyenne égal à 17 000 € (contre 18 000 € un an auparavant).

Quant aux carnets de commandes, ils représentent désormais 82 jours de travail (soit 9 jours de plus qu'un an auparavant). Le niveau des carnets de commandes pour l'ensemble des entreprises quels que soient leur activité et leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés) poursuivent aussi leur progression, tout particulièrement en ce qui concerne les travaux d'entretien-amélioration.

Les perspectives de mises en chantier et des ventes de logements anciens dans un contexte de taux d'intérêt bas conforté par les perspectives de stabilité des aides (maintien du CITE, l'élargissement du PTZ dans l'ancien...) permettent d'envisager pour l'artisanat du bâtiment une hausse d'activité qui pourrait être comprise entre 1 et 1,5 % (en volume) sur l'année 2016.

VOLUME D'ACTIVITÉ

Redressement de l'activité

La hausse du volume d'activité des artisans du bâtiment s'accélère pour atteindre 2 % par rapport au même trimestre de l'année précédente (en recul de 3 %).

Du côté de la construction neuve, l'activité enregistre une progression soutenue de 3 % (contre - 5 % au même trimestre de l'année précédente).

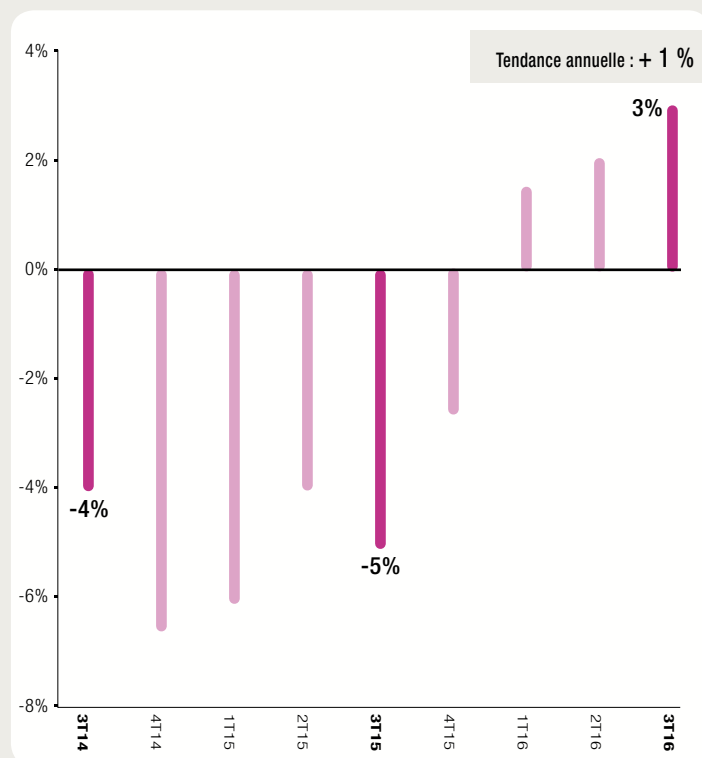
Le volume des travaux d'Amélioration de la Performance Énergétique des Logements augmente de 1,5 % (contre 1 % au même trimestre de l'année précédente).

L'activité entretien-rénovation quant à elle, affiche une croissance de 1 % ce trimestre.

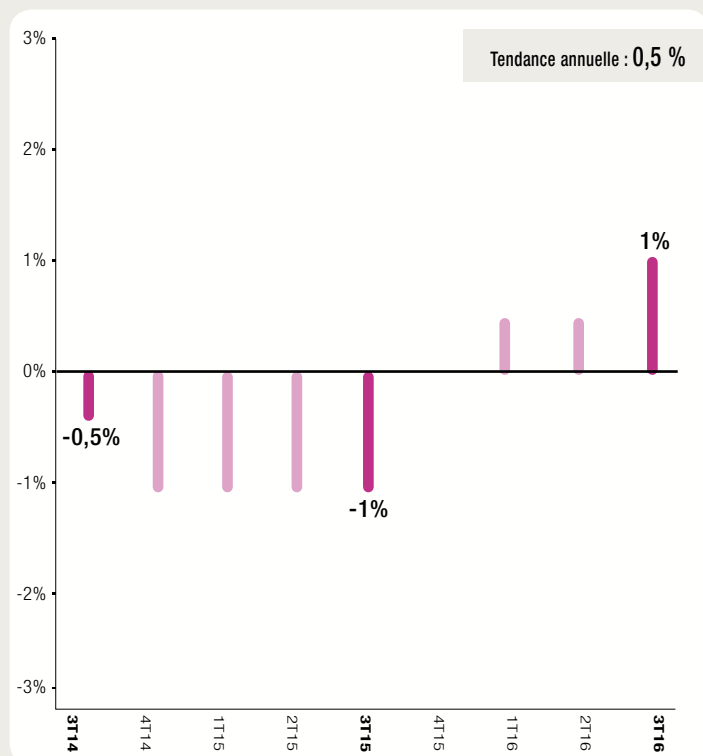
Activité globale



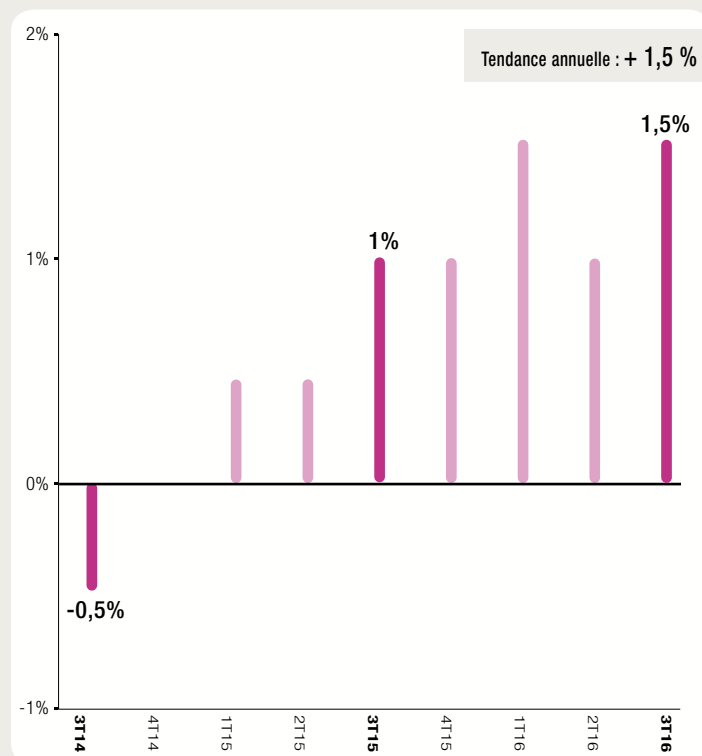
Construction neuve



Entretien-rénovation (y compris les travaux d'APEL)



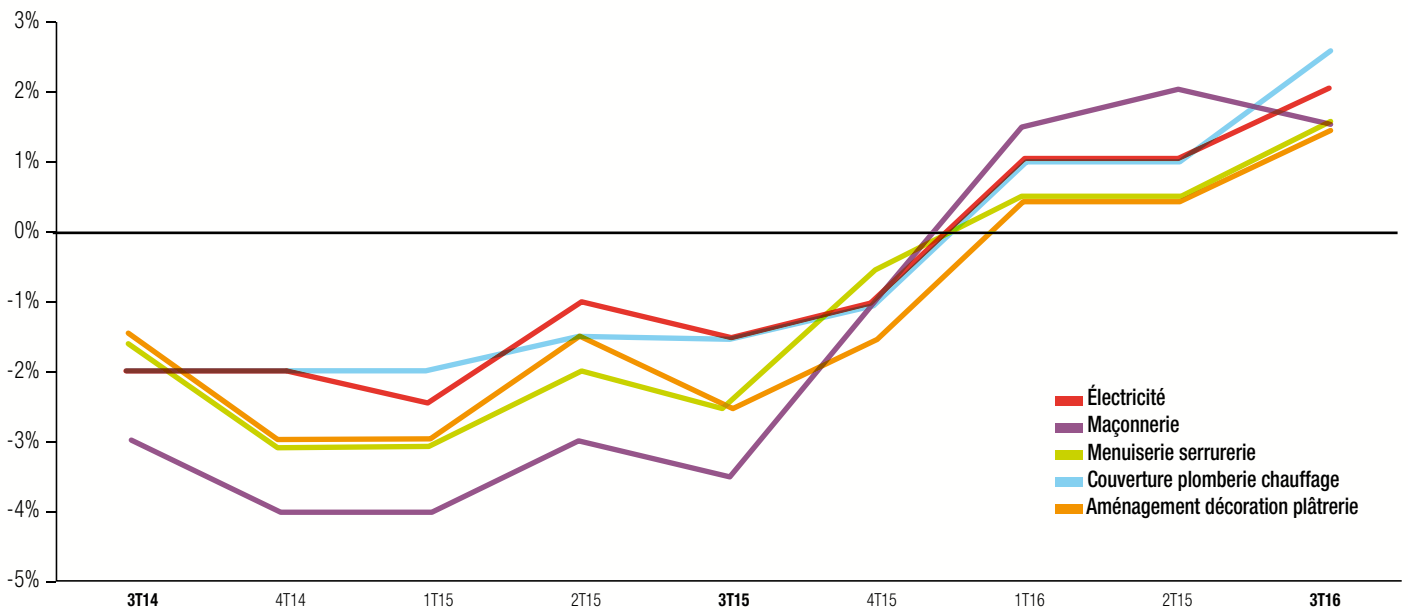
Travaux d'Amélioration de Performance Énergétique du Logement (APEL)



ACTIVITÉ PAR CORPS DE MÉTIERS

Une hausse d'activité plutôt homogène pour l'ensemble des corps de métiers

La progression du volume d'activité est comprise entre 1,5 % et 2,5 % pour les différents métiers. Le second œuvre technique bénéficie du regain d'activité du gros œuvre observé depuis le début de l'année. Ainsi, les travaux de couverture plomberie chauffage affichent une progression de 2,5 % et les travaux d'électricité enregistrent une hausse de 2 %.

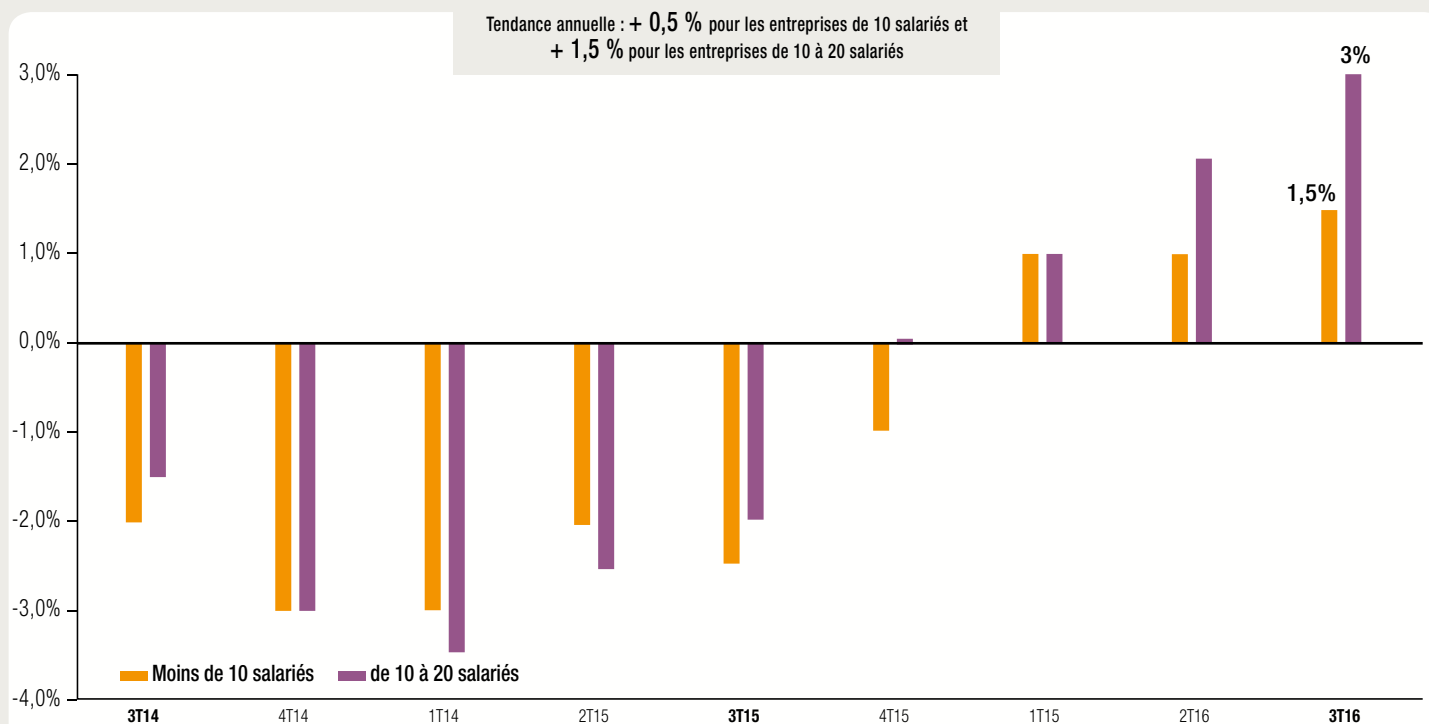


Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

ACTIVITÉ PAR TAILLE D'ENTREPRISE

Une hausse d'activité plus marquée pour les entreprises de 10 à 20 salariés

Au 3^e trimestre 2016, l'activité croît de 1,5 % pour les entreprises de moins de 10 salariés et de 3 % pour les entreprises de 10 à 20 salariés.



Source : CAPEB - I+C, taux de croissance par rapport au même trimestre de l'année précédente.

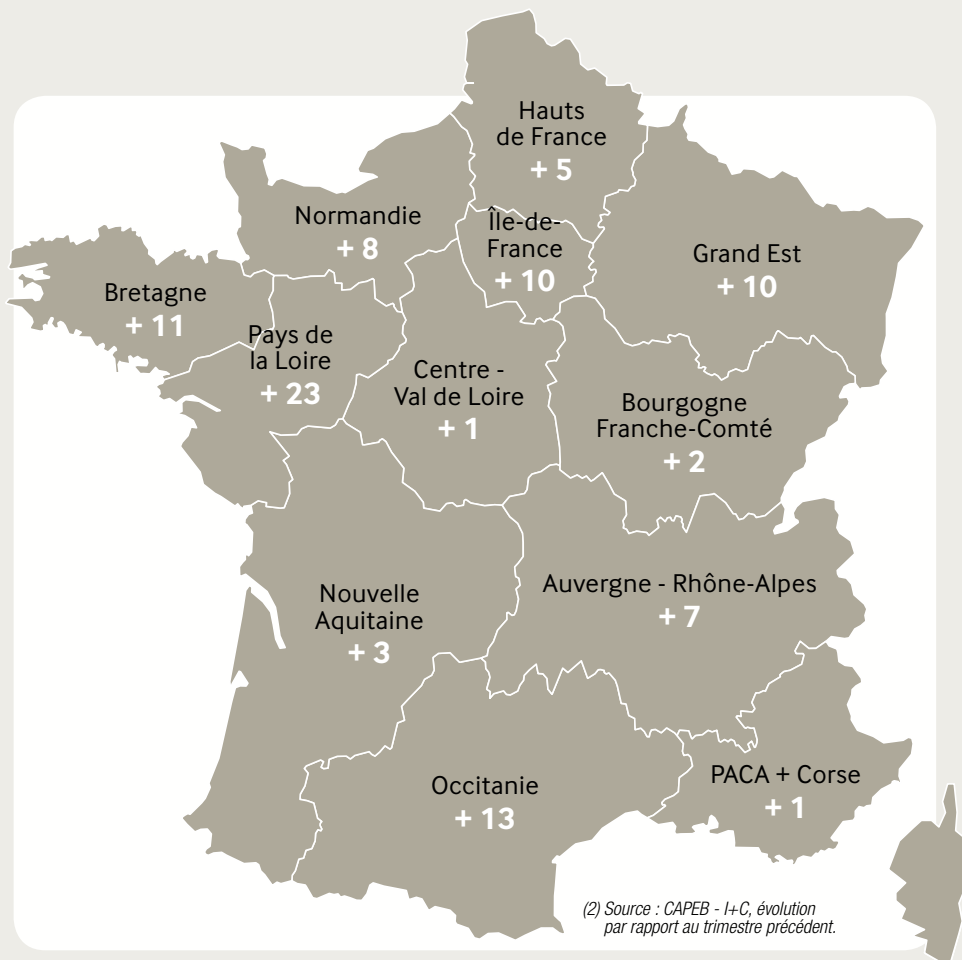
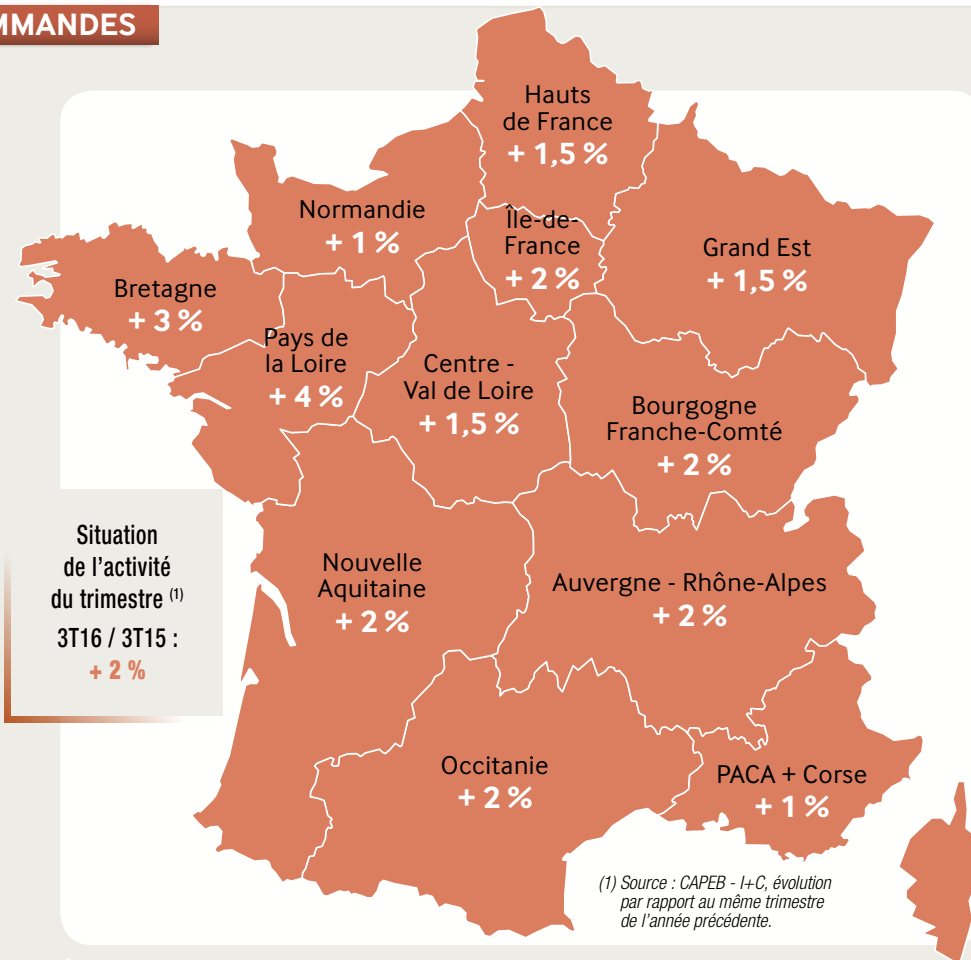
ACTIVITÉ PAR RÉGIONS ET COMMANDES

Activité réalisée au 3T2016

Au 3^e trimestre 2016, l'ensemble des régions enregistre une progression de l'activité comprise entre + 1 et + 4 %.

Comme au trimestre précédent, les régions Pays de la Loire et Bretagne continuent d'enregistrer de fortes hausses (respectivement + 4 % et + 3 %).

Les régions PACA-Corse, Normandie, Centre Val de Loire, Hauts-de-France et Grand Est enregistrent une croissance comprise entre 1 et 1,5 %, inférieure à la moyenne nationale (2 %).



Prévisions de commande au 2T2016

Au 3^e trimestre 2016, le renouvellement des carnets de commandes s'améliore dans l'ensemble des régions.

Interprétation des soldes d'opinions : méthodologie

Le solde d'opinions se rapportant à l'activité mesure la différence entre le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une hausse de leurs carnets de commandes et le pourcentage d'entreprises ayant enregistré une baisse.

La valeur d'un solde d'opinions doit être interprétée en fonction de la moyenne des soldes d'opinions précédents, il s'agit ici du troisième collecte sur les douze régions.

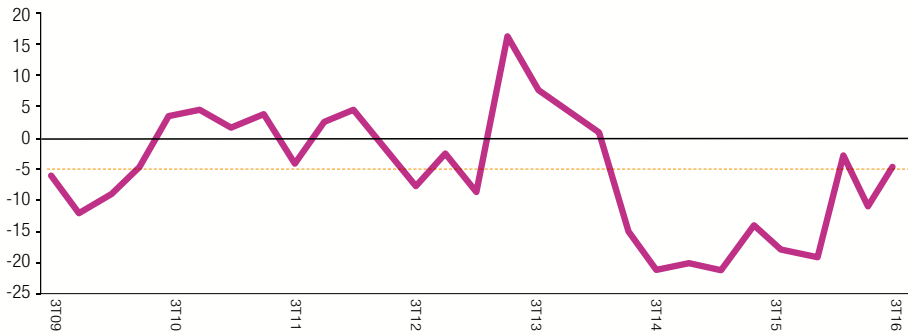
Soulignons par ailleurs que ces données tiennent compte de la réforme territoriale.

MARCHÉS

COLLECTIVITÉS LOCALES

Un solde d'opinions moins négatif

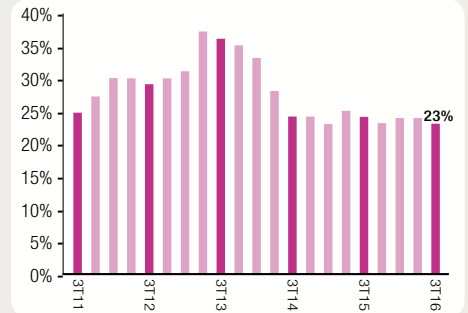
17 % des entreprises enregistrent une baisse de leur chiffre d'affaires réalisé pour le compte des régions, départements et communes, tandis que 13 % constatent une hausse. L'activité avec les collectivités est toutefois légèrement supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en rose : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

23 % des entreprises travaillent pour les collectivités territoriales

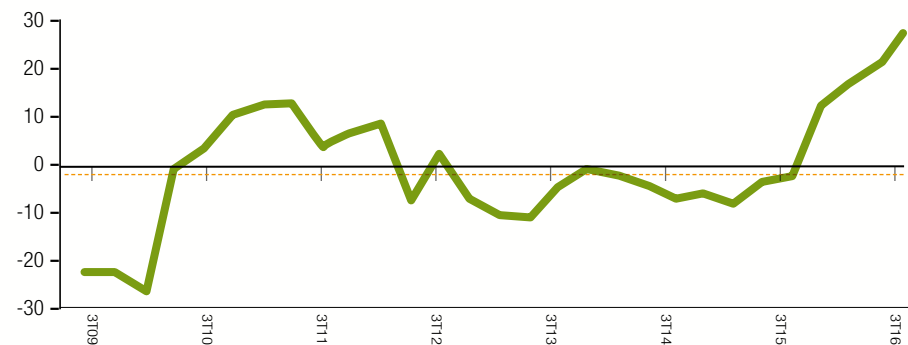
Le nombre d'entreprises travaillant pour le compte des collectivités locales est quasiment identique au même trimestre de l'année précédente (23 % contre 24 %), il reste proche de son pallier bas atteint en 2014.



SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance continue de progresser

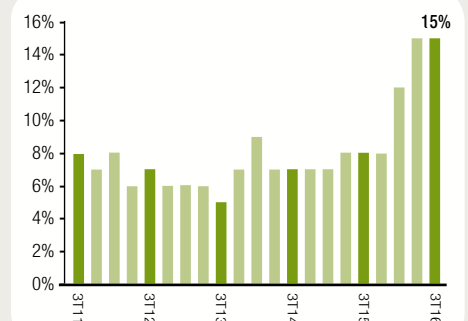
Seules 10 % des entreprises notent une baisse de leur activité réalisée en sous-traitance alors que 36 % constatent une progression. L'activité en sous-traitance est ainsi très supérieure à la moyenne observée sur les sept dernières années.



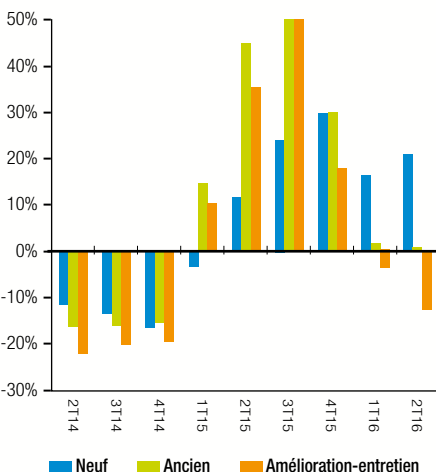
Source : CAPEB / I+C, évolution de l'activité par rapport au trimestre précédent (en vert : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

15 % des entreprises en sous-traitance

Comme au trimestre précédent, le nombre d'entreprises réalisant des travaux en sous-traitance s'établit à 15 %.



CRÉDITS À L'HABITAT ET TAUX D'ÉPARGNE DES MÉNAGES



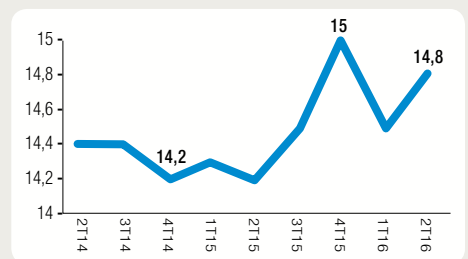
Source : Banque de France.

Des crédits en forte hausse dans le neuf au 2^e trimestre 2016 (par rapport au même trimestre de l'année précédente)

Les montants de crédits accordés pour l'achat d'un logement neuf progressent de 21,4 % par rapport au même trimestre de l'année précédente au 2^e trimestre 2016. Les montants accordés pour l'acquisition de logements anciens progressent (+ 1,5 %). Par contre, les crédits destinés aux travaux d'entretien-amélioration reculent (- 13,4 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le montant global des crédits octroyés aux ménages progresse légèrement (+ 4,6 %). Ces chiffres sont toutefois à prendre avec précaution car le montant des crédits à l'habitat inclut les prêts aidés et les renégociations de contrats.

Évolution du taux d'épargne des ménages

Au 2^e trimestre 2016, le taux d'épargne augmente pour atteindre 14,8 %, cela s'explique par la baisse de la consommation des ménages dans un contexte de légère amélioration du pouvoir d'achat.



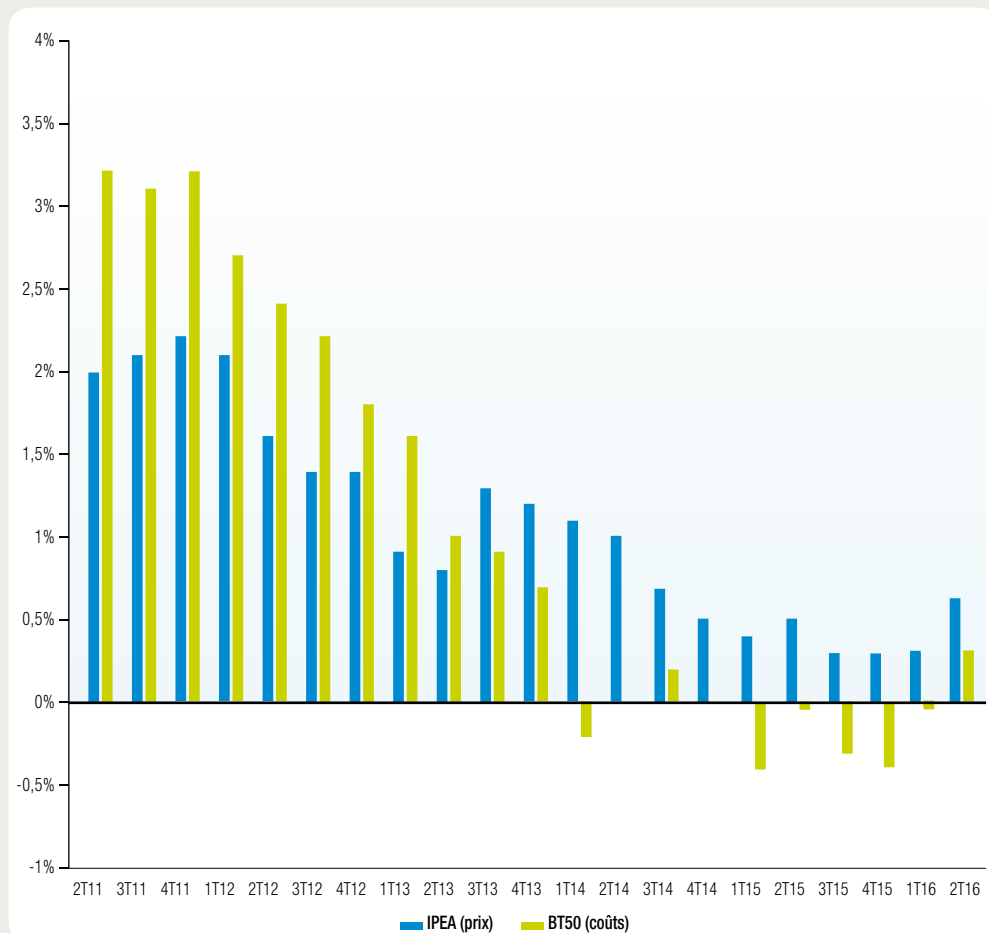
Source : INSEE. Le taux d'épargne est le rapport entre l'épargne des ménages et le revenu disponible brut.

ENTRETIEN-AMÉLIORATION DU LOGEMENT : COÛT ET PRIX DES TRAVAUX

Des prix qui augmentent légèrement plus vite que les coûts

Les prix augmentent de 0,6 % au 2^e trimestre 2016 dans un contexte de légère hausse des coûts (0,3 %). L'augmentation globale des prix est essentiellement due à la hausse constatée des menuiseries métalliques et de serrurerie comme au trimestre précédent mais aussi aux travaux d'électricité.

Évolution comparée des prix et des coûts



Source : MEEM ET INSEE, évolution par rapport au même trimestre de l'année précédente.

Évolution des prix par corps de métiers (2T2016 / 2T2015)

Maçonnerie Béton Armé Carrelage	+ 0,6 %
Peinture Revêtement mural et de sol souple	0 %
Menuiseries Bois PVC	+ 0,5 %
Génie climatique	- 0,3 %
Plomberie sanitaire	- 0,3 %
Couverture zinguerie	+ 1,1 %
Électricité	+ 2,1 %
Menuiserie métallique Serrurerie	+ 2,6 %
Plâtrerie	+ 0,2 %

Source : MEEM ET INSEE.

PRIX ET COÛTS

MÉMO

Indice des prix à la consommation

Valeur en septembre 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
100,35	0,4 %

Indice du coût de la construction

Valeur au 2T16	Évolution annuelle (T/T-4)
1 622	0,5 %

Indice de référence des loyers

Valeur au 3T16	Évolution annuelle (T/T-4)
125,33	0,6 %

Source : INSEE, indice base 100 au 4^e trimestre 1998.

INDEX BT50

Valeur en juin 2016	Évolution annuelle (T/T-4)
106,8	0,3 %

Source : MEEM, publication au JO du 20/09/2016, base 100 en 2010.

COURS DES MÉTAUX

Aluminium

En dollars/tonne en août 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
1 640,1	6,5%

Cuivre

En dollars/tonne en août 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
4 602,0	- 9,7 %

Zinc

En dollars/tonne en août 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
2 283,9	26,3 %

PRIX DE VENTE DES MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION*

Produits céramiques et matériaux de construction

Valeur en août 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
100,7	- 1,5 %

Béton prêt à l'emploi

Valeur en août 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
95,8	- 3,0 %

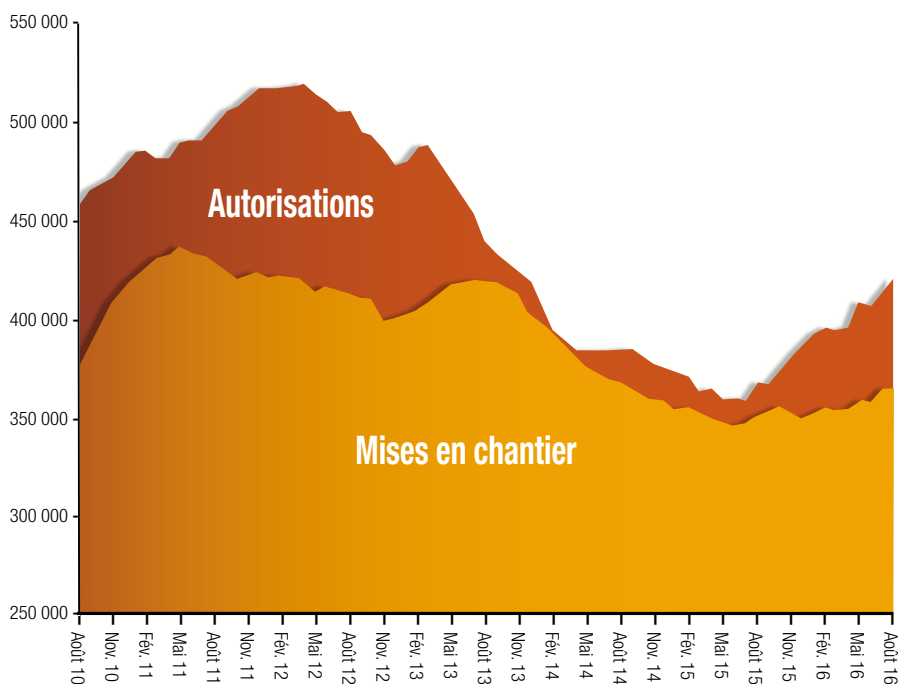
Produits sidérurgiques de base et ferroalliages

Valeur en août 2016	Évolution annuelle (M/M-12)
95,1	- 0,9 %

Source : INSEE, indice base 100 en 2010.

* Valeurs provisoires.

NEUF : AUTORISATIONS ET MISES EN CHANTIER DE LOGEMENTS



Les mises en chantier

À la fin août 2016, on totalise 363 500 logements neufs commencés (en cumul sur 12 mois) soit une hausse de 7,7 %. Comme au trimestre précédent, ce chiffre s'explique notamment par le dynamisme du logement collectif et des logements en résidence (+ 10,9 % et + 11,5 % sur un an).

En août, le nombre de permis de construire de logements déposés sur 12 mois cumulés augmente de façon significative avec + 11,4 % et laisse présager des perspectives particulièrement favorables pour la construction neuve dans les prochains mois.

Type de logements commencés

Cumul des 12 derniers mois (résultats à la fin août 2016)

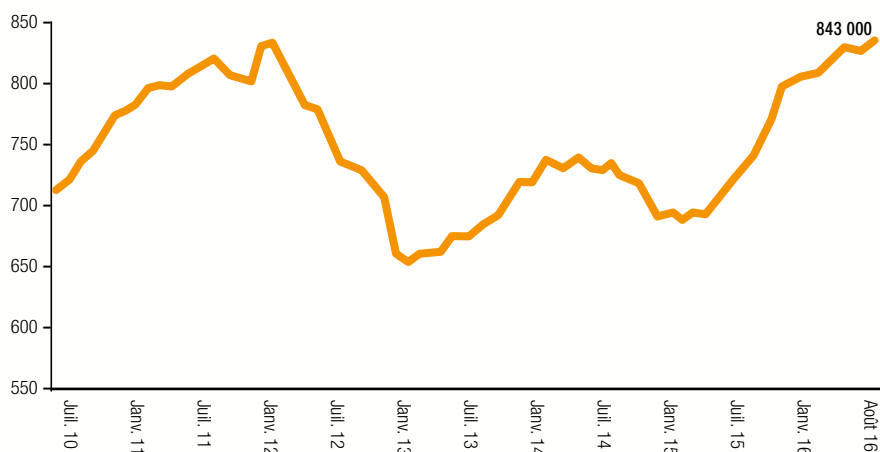
Variation (Septembre 2015 à août 2016 / Septembre 2014 à août 2015)

Individuels purs	104 800	+ 3,7 %
Individuels groupés	36 800	+ 0,9 %
Collectifs	194 400	+ 10,9 %
Logements en résidence	27 600	+ 11,5 %
Total	363 500	+ 7,7 %

Source : MEEM (nouvelle méthodologie en date réelle estimée), estimation des chiffres à partir des données collectées, complétée par des travaux de modélisation et des enquêtes annuelles.

ANCIEN : VENTES DE LOGEMENTS

Nombre de ventes de logements anciens sur les douze derniers mois (en milliers).

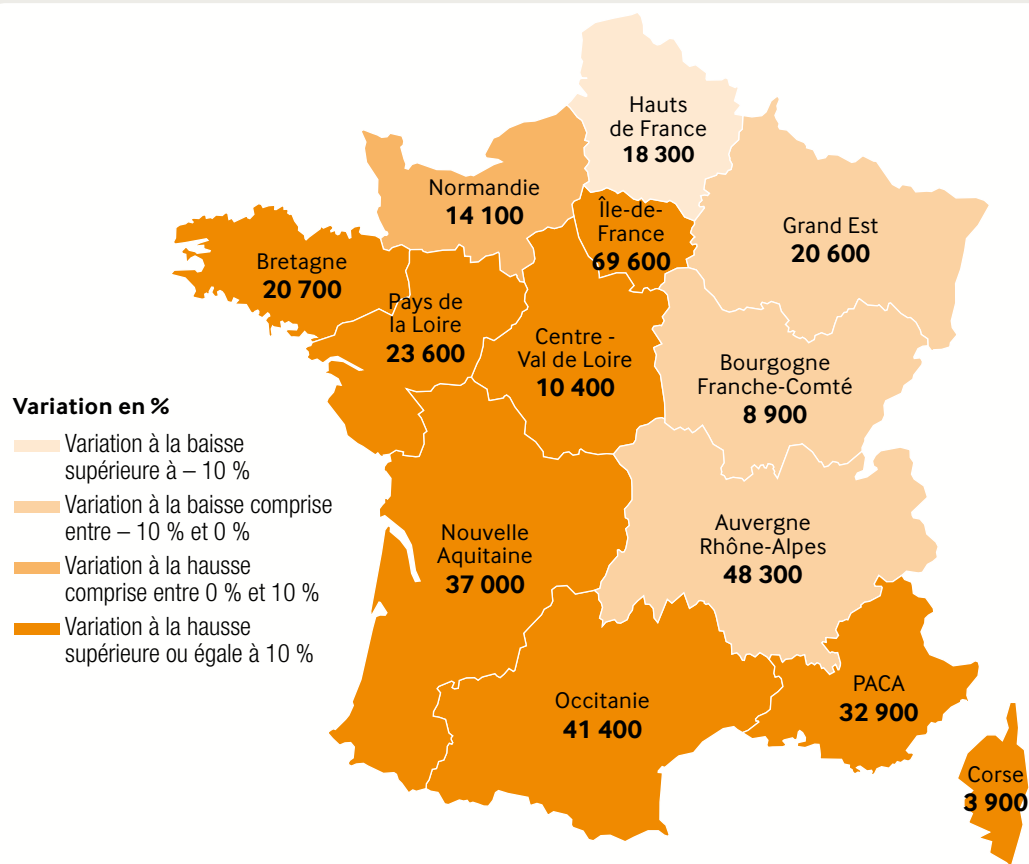


843 000 logements anciens vendus en août 2016

En août 2016, on totalise 843 000 ventes de logements anciens (en cumul sur 12 mois), soit une hausse significative de 14 % sur un an. Il s'agit du plus haut niveau jamais constaté depuis l'origine de la série statistique en 2001.

Source : CGEDD d'après DGFIP (MEDOC) et bases notariales.

LOGEMENTS COMMENCÉS (SEPTEMBRE 2015 À AOÛT 2016)

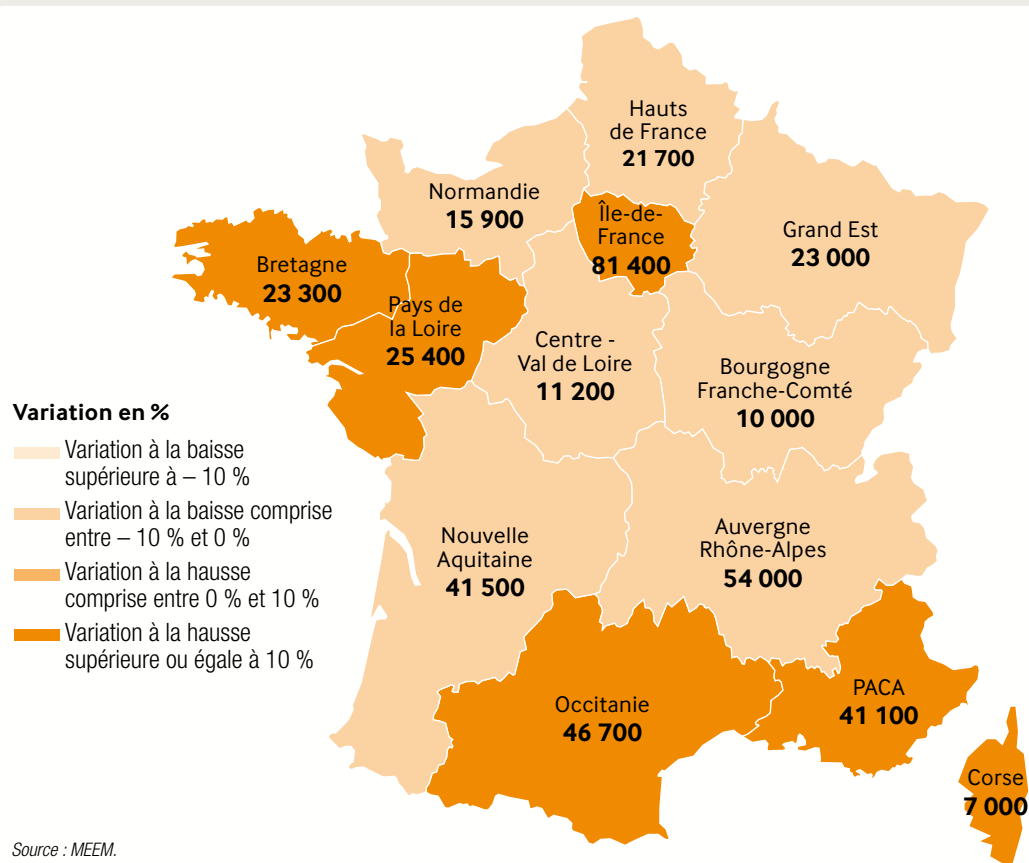


Les mises en chantier progressent de 7,7 % sur les 12 derniers mois (de septembre 2015 à août 2016 par rapport à la même période de l'année précédente), ce qui représente 363 500 logements commencés. Les mises en chantier ont progressé dans près de 70 % des régions. Pour plus de huit régions sur neuf, la hausse est supérieure à 10 % (Nouvelle Aquitaine, Bretagne, Centre Val de Loire, Corse, Île-de-France, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur). La Normandie affiche une progression plus mesurée de 3,8 %.

À l'inverse, les régions Hauts de France, Grand Est, Bourgogne-Franche-Comté et Auvergne Rhône-Alpes affichent un recul de leurs mises en chantier au cours des 12 derniers mois.

Grille de lecture : dans le Grand Est, le nombre de logements mis en chantier cumulés sur une période d'un an, allant de septembre 2015 à août 2016, a enregistré une baisse comprise entre - 10 et 0 % par rapport à la même période un an auparavant (septembre 2014 à août 2015). Ainsi à la fin août 2016, le cumul sur un an de logements mis en chantier s'établissait à 20 600.

LOGEMENTS AUTORISÉS (SEPT. 2015 À AOÛT 2016)



Au niveau national, les permis de construire affichent une progression significative de 11,4 % au cours des 12 derniers mois (de septembre 2015 à août 2016 par rapport à la même période de l'année précédente).

Le nombre de permis a donc progressé dans 85 % des régions, pour 6 d'entre elles cette hausse est élevée puisqu'elle est supérieure à 10 % (Bretagne, Corse, Île-de-France, Occitanie, Pays de la Loire et Provence-Alpes-Côte d'Azur).

Seules deux régions enregistrent une baisse de leurs permis, la Normandie (- 1,1 %), et les Hauts de France (-2,1 %).

Grille de lecture : dans la région Grand Est, le nombre de permis de construire cumulés sur une période d'un an, allant de septembre 2015 à août 2016, a enregistré une hausse comprise entre 0 et 10 % par rapport à la même période un an auparavant (septembre 2014 à août 2015). Ainsi à la fin août 2016, le cumul sur un an de permis de construire s'établissait à 23 000.

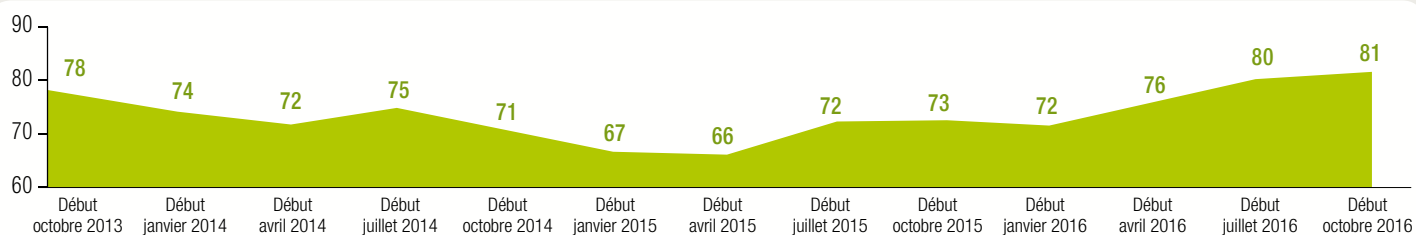
COMMANDES

CARNETS DE COMMANDES

L'amélioration du nombre de jours des carnets de commandes semble se confirmer

Les carnets de commandes représentent 81 jours de travail au 3^e trimestre 2016 (contre 73 jours un an auparavant). Le renouvellement des carnets de commandes pour l'ensemble des entreprises quels que soient leur activité et leur effectif salarié (moins de 10 et de 10 à 20 salariés) laisse présager la poursuite du regain d'activité au prochain trimestre.

Évolution des carnets de commandes en nombre de jours

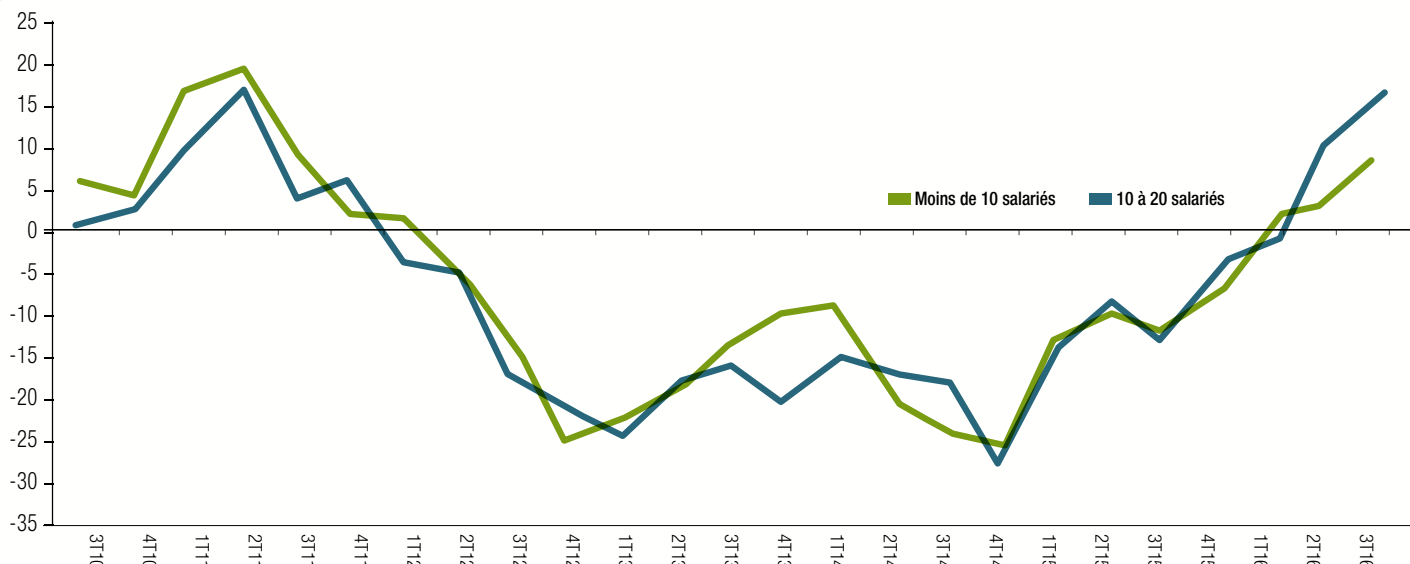


Neuf / Entretien-rénovation



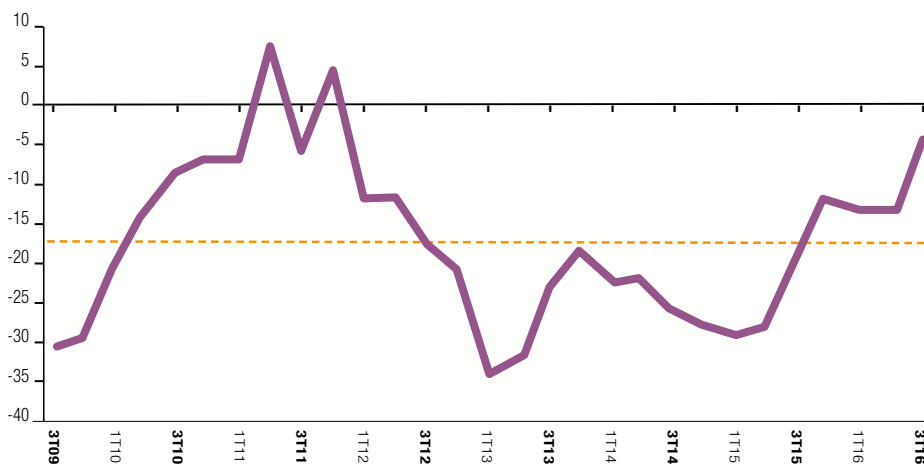
Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

Moins de 10 salariés / 10 à 20 salariés



Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent.

BESOINS DE TRÉSORERIE

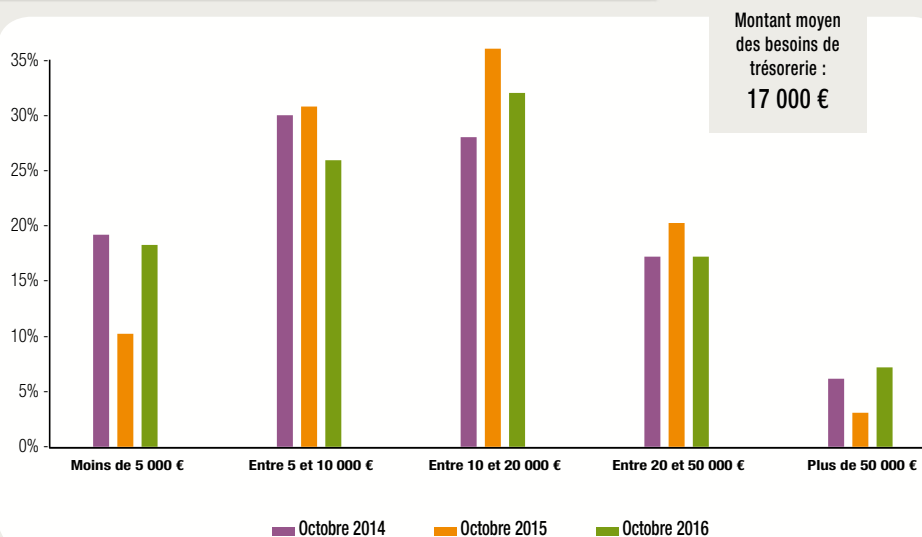


Source : CAPEB - I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au trimestre précédent (en violet : solde d'opinions / en pointillé : moyenne).

Une trésorerie qui semble s'améliorer

Même si le solde d'opinions relatif à l'évolution de la trésorerie reste négatif au 3^e trimestre 2016, il est très supérieur à la moyenne observée sur les sept dernières années.

RÉPARTITION DES BESOINS DE TRÉSORERIE



Montant moyen des besoins de trésorerie :
17 000 €

Source : CAPEB - I+C.

Des besoins de trésorerie en légère baisse

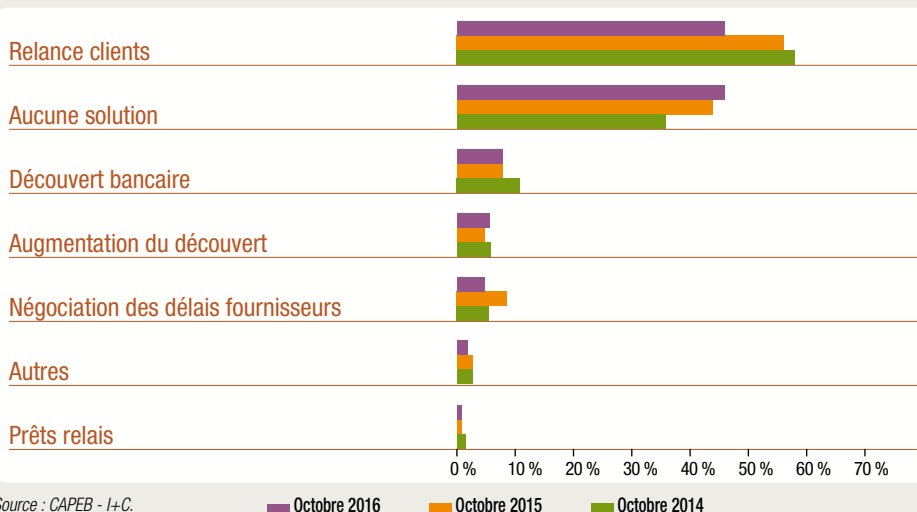
Au 3T16, 39 % des entreprises font état de besoins de trésorerie (contre 45 % au même trimestre de l'année précédente). 56 % d'entre elles déclarent un besoin supérieur à 10 000 €.

En octobre 2016, le montant moyen des besoins de trésorerie de ces entreprises atteint 17 000 € contre 18 000 € un an auparavant.

En octobre 2016, 13 % des entreprises déclarent une hausse du délai de paiement des clients alors que 4 % enregistrent une baisse. Les défauts de paiement des clients sont en hausse pour 6 % des entreprises contre seulement 5 % d'entre elles qui déclarent une baisse.

SOLUTIONS MISES EN ŒUVRE POUR RÉSOUDRE LES PROBLÈMES DE TRÉSORERIE

Plusieurs réponses sont possibles



Source : CAPEB - I+C.

Pour résoudre leur problème de trésorerie, 46 % des entreprises ont recours à des relances clients.

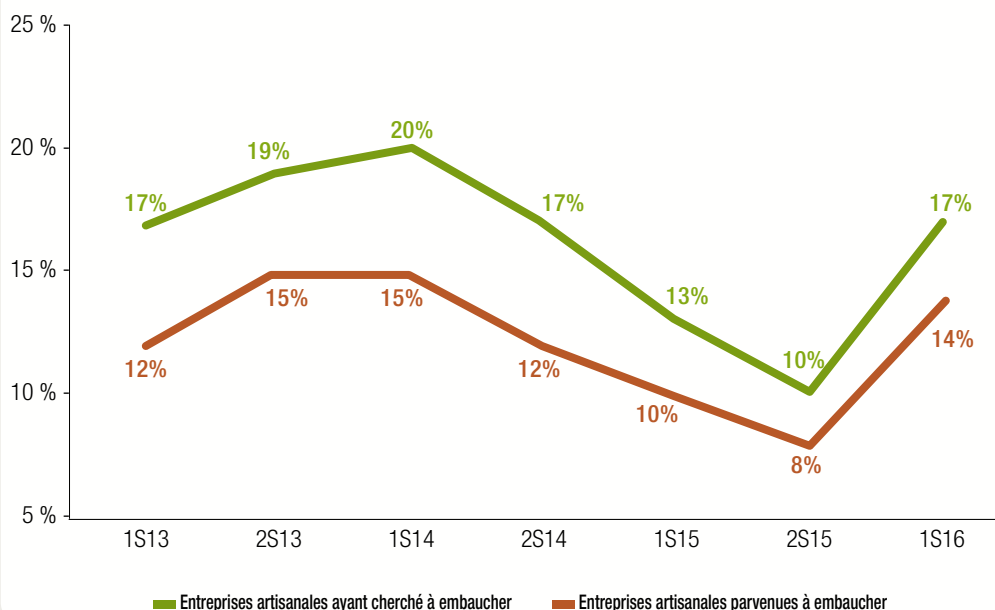
En effet, 75 % des entreprises ont constaté des retards de paiement de clients (contre 80 % un an auparavant).

Le découvert bancaire, l'augmentation du découvert bancaire autorisé et la négociation de délais avec les fournisseurs sont également utilisés par les entreprises.

À noter que dans plus de 46 % des cas, les entreprises n'envisagent aucune autre solution.

LES EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Recrutements réalisés



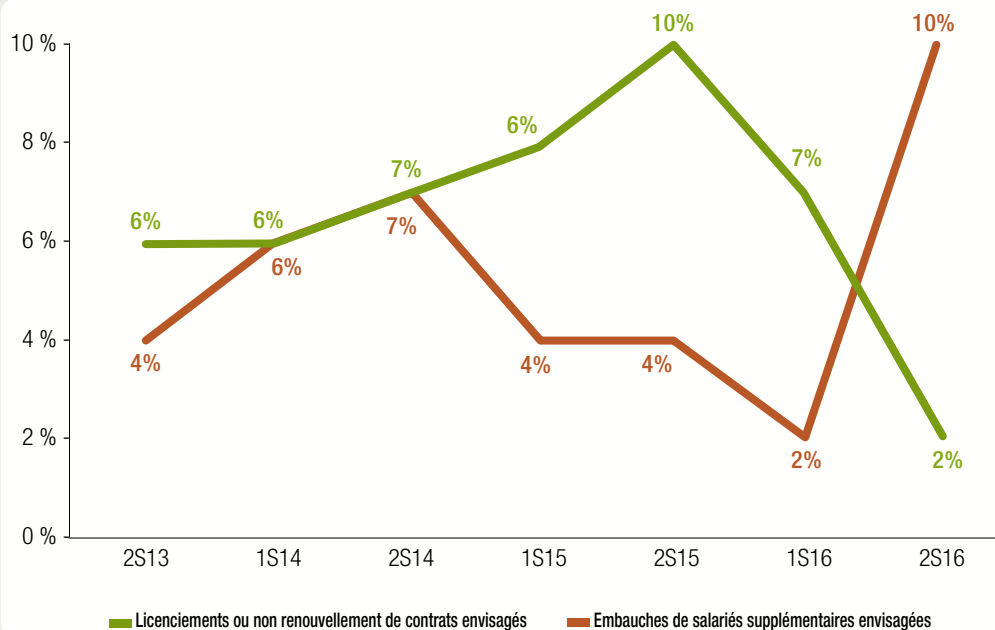
Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

17 % des entreprises artisanales ont cherché à embaucher au cours du 1^{er} semestre 2016.

Près de 3 % d'entre elles (hors entreprises artisanales de 0 salarié) ne sont pas parvenues à satisfaire leurs besoins de main-d'œuvre (2 % au second semestre 2015).

LES INTENTIONS D'EMBAUCHES DANS L'ARTISANAT DU BÂTIMENT

Embauches et licenciements



Source : CAPEB – I+C, évolution (solde d'opinions) par rapport au semestre précédent.

88 % des entreprises prévoient de maintenir l'emploi à son niveau actuel au second semestre 2016 (contre 91 % au premier semestre 2016).

Malgré tout, en juillet 2016, pour la première fois depuis 2 ans, le nombre d'entreprises envisageant de licencier ou de ne pas renouveler des contrats est inférieur au nombre d'entreprises souhaitant embaucher.

10 % des entreprises pensent embaucher des salariés supplémentaires (contre seulement 4 % un an auparavant). Ces intentions d'embauche concernent aussi bien des remplacements (départ en retraite, CDD...) qu'un surcroît d'activité.

Seulement 2 % des chefs d'entreprise envisagent de licencier ou de ne pas renouveler les contrats au second semestre 2016. Ce chiffre est le plus faible depuis le 1^{er} semestre 2013. 45 % d'entre eux ne renouvellent pas les contrats et 55 % licencient.

Créations : + 2,6 %

Au 2^e trimestre 2016, 15 801 créations (y compris auto-entrepreneurs) ont été enregistrées dans le BTP (+ 2,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : INSEE.

Défaillances : - 4,6 %

Au 2^e trimestre 2016, 3 352 défaillances d'entreprises ont été enregistrées dans le bâtiment (- 4,6 % par rapport au même trimestre de l'année précédente).

Source : Banque de France.

EMPLOI DANS LE BTP

Emploi salarié

L'emploi salarié du BTP s'établit à 1 309 900 au 2^e trimestre 2016, soit une baisse de l'emploi (- 1,3 %) sur un an.

Emploi intérimaire

Au 2^e trimestre 2016, le secteur de la construction totalise 103 444 emplois intérimaires (emplois équivalents temps plein) contre 94 655 au même trimestre de l'année précédente. L'intérim est donc en hausse (+ 9 %) par rapport au même trimestre de l'année précédente. Le taux de recours à l'intérim (poids de l'emploi intérimaire dans l'emploi salarié total) s'établit à 7,3 %.

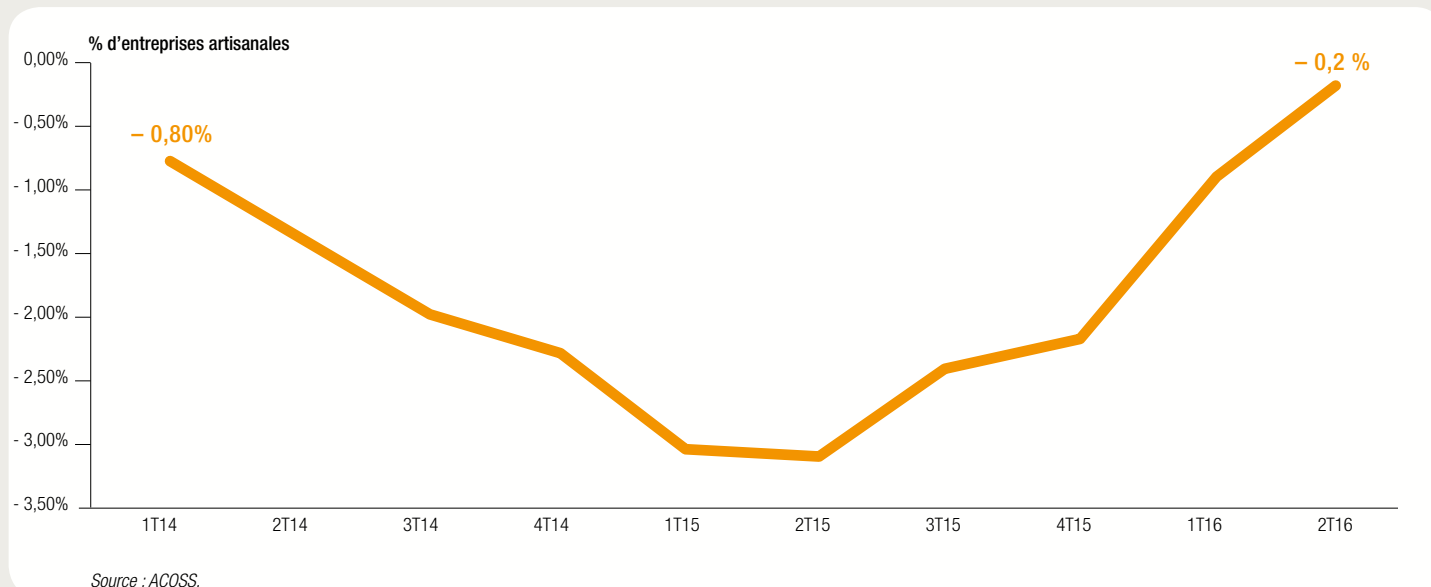


EMPLOI SALARIÉ DANS LES ENTREPRISES DU BTP DE MOINS DE 20 SALARIÉS

Évolution de l'emploi salarié dans les entreprises de moins de 20 salariés du BTP

Au 2^e trimestre 2016, l'emploi continue de baisser dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés et affiche un recul de - 0,2 % sur un an.

L'emploi salarié dans les entreprises du BTP de moins de 20 salariés s'établit à 689 965 au 2^e trimestre 2016 (contre 691 623 au 2T2015).



Méthodologie : Les données relatives à l'activité de la note de conjoncture trimestrielle CAPEB/I+C résultent d'une enquête réalisée en mars 2016 auprès d'un panel de 1 700 entreprises artisanales du bâtiment réparties par corps de métiers, par région et par effectif salarié.

Crédit photo : iStock © 2016.



CONFÉDÉRATION DE L'ARTISANAT ET DES PETITES ENTREPRISES DU BÂTIMENT
2, rue Béranger - 75140 Paris Cedex 03 - Tél. : 01 53 60 50 00
e-mail : capeb@capeb.fr

Pour toute information,
utilisez votre espace réservé sur
www.apeb.fr